

Monsieur le président, Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de cette occasion qui m'est offerte de rencontrer les membres de l'Association des gens d'affaires canadiens de Singapour et de vous faire part de certaines réflexions sur les politiques et les approches du gouvernement canadien qui ont trait à la région de l'Asie et du Pacifique.

C'est à un Canadien, le regretté Marshall McLuhan, que l'on doit l'expression "village planétaire", et le Canada est l'un des pays les plus internationaux. Notre population vient des quatre coins du globe et nos politiques en matière de commerce, de développement, d'investissement, d'immigration et d'éducation reflètent toutes l'image d'une nation ouverte sur le monde. Nous avons, jusqu'à tout récemment, accordé plus d'attention à nos liens avec les pays outre-Atlantique, mais cette situation est en passe de changer.

Mon gouvernement reconnaît que notre prospérité future est liée à la région du Pacifique et qu'il nous faut établir et cultiver des relations étroites avec les pays de la région, des pays qui génèrent plus de la moitié du produit national brut mondial. Il y a trois ans, le commerce du Canada avec les pays du Pacifique surpassait son commerce avec les pays de l'Atlantique. Le Japon, la Chine, la Corée et l'Australie comptent parmi nos dix clients les plus importants, et nos échanges commerciaux avec les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'ASEAN, ont triplé au cours des dix dernières années. La présence du milieu des affaires et du gouvernement canadiens dans la région est axée sur le long terme. Cette décision est claire et nette. Il faut maintenant nous appliquer à identifier d'autres initiatives que nous pourrions mener de concert.

Au départ, il faut dire que le Canada n'a pas un important marché intérieur qui lui permette de réaliser des économies d'échelle. Il mise plutôt sur la libre circulation des échanges, que ce soit avec des pays de la région du Pacifique ou encore avec d'autres parties du monde. Près de 30 % de son PNB provient directement des exportations. Cela signifie qu'un emploi sur trois chez nous dépend du commerce.